

Commission d'enquête indépendante sous l'égide de la Communauté Internationale au Sri Lanka : TGTE

/EINPresswire.com/ - 1/3/2013:

- Le groupe d'élus au sein du Gouvernement Transnational pour le Tamil Eelam en France ([TGTE](#)) a écrit, Pour le Ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius , à l'occasion du 22eme session Conseil des Droits de l'Homme pour que la France, à travers le voix, pour que soutenez une nouvelle résolution significative sur la nécessité d'une Commission d'enquête indépendante sous l'égide de la Communauté Internationale au Sri Lanka.

Monsieur le Ministre,

Nous groupe d'élus au sein du Gouvernement Transnational pour le Tamil Eelam en France (TGTE*) souhaitons vous informer par rapport à notre démarche de paix et de justice que nous menons au niveau international pour les Tamouls du Sri Lanka.

Effet, nous sommes originaires du Sri Lanka et particulièrement des provinces du Nord et de l'Est du Sri Lanka qui forme notre patrie le Tamil Eelam.

La France intervient dans les régions où les droits de l'homme sont bafoués et nous savons l'importance de son aura sur la scène internationale. Ses engagements sur le respect des droits de l'homme sont connus de tous puisque c'est la patrie des droits de l'homme.

La prochaine session du Conseil des Droits de l'Homme (CDH) aura lieu à Genève en Mars 2013 et votre délégation y participera également.

Nous savons que comme tout pays qui siège au sein de ce conseil, vous avez la lourde tâche de dénoncer les crimes contre l'humanité qui ont été commis à l'encontre de divers populations de ce monde et de diligenter les actions pour retrouver les auteurs.

De ce fait, nous aimerions vous faire part de nos inquiétudes par rapport aux questions des droits de l'Homme au Sri Lanka.

En effet, vous savez pertinemment comme l'atteste le rapport du panel d'expert nommé par l'ONU publié en avril 2011 que plusieurs milliers de personnes tuées en 2009, à la fin du conflit

entre l'armée et les Tigres tamouls, auraient été victimes de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité » entre Janvier et Mai 2009.

De plus, des enlèvements systématiques de jeunes existent encore. Des arrestations de journalistes ainsi que des intimidations violentes à leur égard ont eu lieu récemment.

Nous n'avons avancé aucune preuve concernant le meurtre des 17 bénévoles de l'ONG française Action Contre la Faim (ACF) lesquels avaient tous été exécutés.

Lors de la dernière session du CDH en 2012, une résolution avait été votée par la majorité des pays qui y siègent afin que le Sri Lanka applique les recommandations d'une commission d'investigation pour retrouver les coupables des crimes contre l'Humanité qui ont eu lieu en 2009.

Cependant, à l'heure actuelle le Sri Lanka n'a mené aucune enquête. Nous sommes persuadés que la France peut changer cette situation d'impunité.

C'est pour cela que nous vous interpellons, Monsieur le Ministre, à l'occasion du futur Conseil des Droits de l'Homme pour que la France, à travers votre voix, pour que vous souteniez une nouvelle résolution significative sur la nécessité d'une Commission d'enquête indépendante sous l'égide de la Communauté Internationale au Sri Lanka.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, nos sincères salutations.

Signés par Le Groupe d'Elus du TGTE France

Contact : mahinthan.sivasubramaniam@gmail.com / Phone : 06 58 95 42 04 / 06 22 13 18 83

PS : Le TGTE est une organisation internationale qui œuvre de façon pacifiste pour la reconnaissance des droits fondamentaux des tamouls au Sri Lanka. Elle mène des actions afin de rendre la justice pour les milliers de morts sur l'île. Cette organisation, élue démocratiquement, est composée en majorité d'élus venant des Etats Unis, du Canada, de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la Suisse, de la Norvège, de l'Australie, de la Nouvelle Zélande, de l'Inde ou de l'Afrique du Sud. Elle a vu le jour un an après la fin de la guerre de 2009 au Sri Lanka. Ces élus forment l'Assemblée transnationale du TGTE. Une constitution a été votée ainsi qu'un Premier Ministre a été élu. Un cabinet composé de différents ministères discute et met en œuvre les projets d'action. Des sénateurs qui sont des académiciens, des intellectuels ou des ex-politiciens siègent au sein du TGTE et apportent leur contribution à cette institution.

This press release can be viewed online at: <https://www.einpresswire.com/article/139546007>

EIN Presswire's priority is source transparency. We do not allow opaque clients, and our editors

try to be careful about weeding out false and misleading content. As a user, if you see something we have missed, please do bring it to our attention. Your help is welcome. EIN Presswire, Everyone's Internet News Presswire™, tries to define some of the boundaries that are reasonable in today's world. Please see our Editorial Guidelines for more information.

© 1995-2024 Newsmatics Inc. All Right Reserved.